



Le tabac au Canada : Une vérité qui dérange

Allocution par Benjamin Kemball

Président et chef de la direction d'Imperial Tobacco

Canada

au Cercle Canadien de Montréal

Lundi 1^{er} juin 2009

Copie non définitive

Mesdames, Messieurs, bon après-midi. Merci pour cette gentille présentation.

Je suis ravi d'être ici aujourd'hui pour vous parler. Il s'agit probablement d'un des derniers événements dans le lequel je discuterai de l'industrie canadienne du tabac à titre de président d'Imperial Tobacco Canada. J'ai en effet accepté un nouveau poste avec le groupe British American Tobacco en Amérique du Sud et je pars vers le sud, très au sud, au mois d'août pour entamer mes nouvelles fonctions.

Le Canada me manquera, surtout Montréal. Même les hivers me manqueront. J'espère seulement trouver de belles pistes de raquette et de ski de fond au Chili !

La dernière fois que je me suis adressé à ce groupe, c'était il y a deux ans. Dans cette allocution, j'ai abordé les enjeux avec lesquels doit composer une compagnie de tabac au 21^e siècle. J'ai parlé du fait que nous croyons fermement que les enfants ne doivent pas fumer. J'ai dressé un aperçu de nos efforts en matière de réduction des risques liés à l'usage du tabac. Et j'ai parlé de l'émergence du commerce du tabac illégal et de la nécessité pour le gouvernement de prendre des mesures.

Deux ans plus tard, je souhaite terminer mon mandat ici au Canada en discutant des excellentes mesures que nous avons prises pour enrayer la vente de tabac illégal au Canada.

J'aurais aimé pouvoir vous dire que les gouvernements fédéral et provinciaux ont su reconnaître le problème et ont eu le courage et la volonté d'agir.

J'aurais aimé pouvoir vous dire que les ventes de tabac illégal au Canada ont diminué et que les criminels ne sont plus sur le marché. Vous parler des taxes perçues par les gouvernements. Vous parler des enfants qui ont été protégés.

Mais malheureusement, je ne peux pas.

Je peux toutefois parler de la vérité qui dérange quant à l'industrie actuelle du tabac au Canada : malgré les politiques de contrôle du tabac reconnues à l'échelle mondiale, plus d'un tiers de l'industrie canadienne du tabac est non réglementée, est illégale, ne fait l'objet d'aucune application et n'est pas taxée.

Au Québec, plus de 40 pour cent des cigarettes achetées sont illégales. Je le répète. 40 pour cent des cigarettes achetées au Québec sont illégales. 40 pour cent des cigarettes au Québec ne respectent aucune mesure de contrôle du tabac au Canada, comme la vente aux enfants, la publicité, la promotion et l'emballage.

En Ontario, le problème est encore pire.

50 pour cent des cigarettes achetées dans la province sont illégales. En fait, l'Ontario a un taux de cigarettes illégales plus élevé qu'au Nigeria, au Brésil, au Paraguay, au Zimbabwe, en Colombie et au Venezuela.

Et la triste vérité est que tous les indicateurs démontrent que le marché illégal connaît une croissance et qu'il se propage.

Les preuves proviennent directement de la GRC. Au cours des dernières semaines, la GRC a procédé à d'énormes saisies de tabac illégal.

29 avril - 13 millions de cigarettes dans une semi-remorque près de Cornwall.
Valeur de revente : plus de 1,4 million de dollars – sans compter les plants de marijuana également saisis.

Taxes non perçues : plus de 2,7 millions de dollars

23 avril – 990 000 cigarettes au Nouveau-Brunswick

Taxes non perçues : 200 000 dollars

Et plus récemment...

13 mai – 1,7 million de cigarettes près de la frontière entre le Manitoba et l'Ontario.

Taxes non perçues : plus de 400 000 dollars

De toute évidence, il ne s'agit pas de petites opérations boiteuses. On ne parle pas de quelques cartouches dans le coffre d'une voiture. Il s'agit d'opérations d'envergure et elles sont toutes illégales.

À elles seules, ces trois saisies représentent presque 16 millions de cigarettes et près de 3,5 millions de dollars en revenus de taxe perdus pour les gouvernements provinciaux et fédéral. Et ce ne sont que trois exemples.

Mais que nous indiquent-ils ?

D'abord, il s'agit d'un indicateur puissant qui démontre que le tabac illégal est envoyé en quantités de plus en plus grandes – le camion à Cornwall n'était pas une fourgonnette ou une camionnette. Il s'agissait d'une semi-remorque. Deuxièmement, il nous indique que les réseaux de distribution deviennent de plus en plus complexes. Troisièmement, et peut-être l'élément le plus préoccupant, l'ampleur des ventes de tabac illégal se propage à l'extérieur de son territoire d'emprise traditionnel du Québec et de l'Ontario vers les autres provinces. Enfin, les forces policières ne peuvent y arriver seules. La GRC estime qu'en 2008, elle a saisi plus de 215 millions de cigarettes illégales. Cela semble très bien n'est-ce pas ? Mais ce nombre ne représente que deux pour

cent des 13 milliards de cigarettes illégales vendues au Canada l'an dernier. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Il est fort possible que chaque jour, des camions transportant des millions et des millions de cigarettes illégales passent inaperçus devant les forces policières et livrent leurs produits illégaux sans être interceptés.

Et bon nombre de ces cigarettes illégales tombent dans les mains d'enfants.

En tant que citoyens qui respectent les lois, en tant que parents, en tant que femmes et hommes d'affaires et en tant que Canadiens et Canadiennes, nous devrions être outrés.

Les Canadiens et Canadiennes sont mieux servis par une industrie du tabac légale, réglementée, responsable et durable.

Une industrie légale qui reconnaît les risques associés à l'usage de la cigarette.

Une industrie légale qui désire trouver des façons de fabriquer des produits du tabac moins dangereux et qui y consacre les ressources nécessaires.

Une industrie légale qui comprend le besoin d'une réglementation adéquate et qui la respecte.

Une industrie légale qui ne veut pas que les enfants fument. C'est vrai. Je suis père de famille et chef de la direction d'une entreprise qui ne cible pas les enfants et ne leur vend pas de produits.

Une industrie qui désire travailler avec les gouvernements pour aborder les grands enjeux qui préoccupent les Canadiens et les Canadiennes.

La plus grande organisation de tabac en Ontario et au Québec est illégale et personne n'en veut.

Avant de vous dire qui sont les gens qui composent cette organisation, je veux vous dire qui ils ne sont pas.

Il ne s'agit pas de la grande majorité de la population des Premières nations. En général, la distribution du tabac illégal s'effectue à l'extérieur des réserves. Ce problème émane des réseaux de crime organisé. Dans sa Stratégie de lutte contre le tabac de contrebande de 2008, la GRC rapporte clairement les faits. Le trafic de tabac est perçu comme étant une source importante de revenu pour tous les échelons du crime organisé. La fabrication, la distribution et la vente de produits du tabac de contrebande impliquent les réseaux de crime organisé qui exploitent les communautés des Premières nations.

La GRC indique que plus de 100 groupes criminels aux structures dont la complexité varie participent à ce commerce illégal. Le problème est aggravé par le fait que 69 % de ces réseaux prennent part au trafic de drogue, surtout de marijuana et de cocaïne, ou au trafic d'armes. De plus, 30 % de ces groupes sont reconnus comme ayant des tendances violentes.

En fait, la seule façon de trouver une vraie solution, ce avec quoi est d'accord la GRC, réside dans un dialogue ouvert avec les dirigeants et les communautés des Premières nations. Ces derniers doivent prendre part de façon directe à la conception d'une nouvelle approche qui fonctionne pour eux et leurs communautés.

Mais qui est derrière la vente de tabac illégal ?

Il s'agit d'un complot d'organisations criminelles, petites et grandes. Attirées par les profits faciles du tabac de contrebande.

Les dirigeants restent cachés. Ils se cachent derrière les activités illégales. Ils ne contribuent pas au milieu des affaires au Canada. Ils profitent de la situation géopolitique particulière du Canada. Ils profitent de l'immobilisme et de la paralysie du gouvernement.

Leurs clients sont quiconque a quelques dollars à dépenser. Il est parfois possible d'acheter 200 cigarettes pour six dollars sans qu'on exige de preuve d'âge.

Le système de distribution dépend du recrutement de jeunes et de personnes qui ne respectent pas les lois qui veillent à ce que les cargaisons illégales arrivent à destination.

Les installations de fabrication demeurent un mystère. Les inspecteurs de Santé Canada refusent de les visiter. Le contrôle de la qualité est un concept inconnu. Les cigarettes illégales n'arborent aucune des mises en garde exigées par le gouvernement ou autre avertissement sur la santé lorsqu'elles sont achetées dans des sacs de plastique. Est-ce quelqu'un sait où elles sont fabriquées ?

Les pratiques de marketing sont irresponsables. Achetez un sac de cigarettes et courez la chance de gagner des billets pour les Canadiens. Ou même une nouvelle voiture !

Les employés peuvent être sacrifiés. Les arrestations font partie du coût à payer pour ces activités et leur bassin de talent comprend toujours quelqu'un prêt à prendre la relève.

Je devine ce que vous pensez – nos profits sont menacés. Vous avez raison. La vente incontrôlée de tabac illégal nuit à notre chiffre d'affaires. Je sais que

personne ne versera de larmes pour l'industrie du tabac. Mais l'enjeu est plus grand. Comment un pays développé, industrialisé, moderne et progressif qui se préoccupe de la santé publique peut-il laisser cours à une industrie illégale et dangereuse sans intervenir ?

Si les gouvernements se préoccupaient vraiment de la santé publique, ils aborderaient le fait que plus de 30 pour cent du marché du tabac est illégal et fonctionne sans restrictions ou encadrement plutôt que de présenter des règlements de nature politique et opportuniste.

Par exemple, les gouvernements de l'Ontario et du Québec, où la contrebande dépasse 40 pour cent, ont récemment annoncé qu'ils emboîteraient le pas aux autres provinces en proposant une réglementation leur permettant de poursuivre les fabricants de tabac pour récupérer les coûts de soins de santé prétendument associés à l'usage du tabac.

Cette loi est présentée comme étant une initiative de santé publique.

Mais elle ne fera rien pour résoudre le vrai problème. Un problème qui va au-delà des questions de santé publique. Un problème qui a des conséquences économiques et sociales.

En 2008, les gouvernements fédéral et provinciaux ont perdu environ 2,4 milliards de dollars en revenus de taxes et ce montant ne cesse de croître avec la hausse des ventes de cigarettes illégales. La part du gouvernement fédéral étant de 1,1 milliard de dollars. En décembre, le vérificateur général de l'Ontario a indiqué que la perte de taxe estimée pour l'Ontario en 2006 et 2007 était de 500 millions de dollars ; et nous croyons que ce montant s'élève aujourd'hui au double. Le gouvernement du Québec a perdu presque 300 millions de dollars en 2008.

Le Canada peut-il vraiment se permettre de tourner le dos à des milliards de dollars en revenus de taxe non perçus ?

Il existe également une menace encore plus grande que les conséquences économiques.

Les trafiquants de cigarettes illégales ciblent des jeunes. Une étude de 2008 commandée par l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation a révélé que 30 pour cent des mégots de cigarettes trouvés à l'extérieur des écoles secondaires en Ontario et au Québec sont illégaux. Un reportage de Global la semaine dernière montrait des enfants fumant des cigarettes illégales, car elles sont abordables.

Comme je l'ai mentionné, un adolescent peut acheter 200 cigarettes illégales pour aussi peu que 6 dollars, par rapport à environ 60 dollars pour le même

nombre de cigarettes légales. De plus, les criminels qui vendent des cigarettes illégales n'exigent pas de cartes d'identité et les mineurs que doivent protéger les règles demeurent une cible. Le commerce illégal accorde un accès illimité aux enfants aux cigarettes à des prix équivalant à de l'argent de poche.

Le dépanneur local de votre quartier en ressent probablement les impacts. En avril, l'Association canadienne des dépanneurs en alimentation a publié une étude qui décrit la situation des dépanneurs au Canada. Une des conclusions les plus frappantes de l'étude réside dans l'impact des ventes de tabac illégal sur les dépanneurs. Les conséquences du marché du tabac illégal hors de contrôle se font fortement sentir dans les dépanneurs, surtout au Québec et en Ontario, où le problème est plus grave. Un de ces propriétaires de dépanneur a raconté son histoire récemment dans un reportage. Le problème le touche directement. Il a affirmé qu'il vendait 500 à 600 cartouches de cigarettes par semaine en 2000. Aujourd'hui, il vend entre 45 et 50 cartouches par semaine. Il attribue directement ce recul au tabac illégal. Il n'a pas encore eu à fermer ses portes. Mais d'autres ont dû le faire.

On estime qu'à l'échelle du Canada, les dépanneurs perdent deux milliards de dollars en revenus du tabac, 260 millions de dollars en bénéfices annuels et 600 millions en ventes additionnelles.

Votre propriétaire de dépanneur honnête qui travaille fort doit faire concurrence aux criminels. Ça ne ressemble pas du tout au Canada.

L'enjeu n'est pas de savoir si vous approuvez ou non de l'usage de la cigarette. Je sais que nombre d'entre vous souhaitez voir disparaître les cigarettes. Mais il n'en demeure pas moins que leur légalité ne changera probablement pas de sitôt. Et je crois que la plupart d'entre nous s'entendent pour dire que les adultes informés doivent avoir le droit de prendre leurs propres décisions.

La grande question demeure. Comment remédier à la situation ? Je crois que le gouvernement est réticent à agir en partie car la montagne semble insurmontable. Il y a trop de facteurs complexes en jeu et trop de défis. Même si cela peut paraître simpliste, une partie de la solution consiste à reconnaître le problème.

Les gouvernements doivent travailler en toute bonne foi afin de trouver des solutions efficaces qui vont au-delà des opérations policières.

Quelqu'un doit prendre les devants. Nous devons appliquer les lois. Nous devons contrôler l'offre de matières premières et d'appareils. Rassemblons tous les intervenants autour de la table, des autorités de soins de santé aux communautés des Premières nations.

L'ironie est que l'industrie du tabac n'est pas la seule à exiger des mesures. Les groupes de santé implorant également le gouvernement d'agir. Et ce n'est pas tous les jours que les compagnies de tabac et les groupes de santé sont sur la même longueur d'onde. Cela signifie peut-être que le temps est venu d'écouter ?

Mesdames et Messieurs, je vous demande pour l'instant d'oublier que je vous ai parlé de cigarettes aujourd'hui. Si je parlais de tout autre produit ? De l'alcool ? Des produits pharmaceutiques ? Tolèrerait-on la poursuite de cette criminalité ? Est-ce qu'on estimerait que ce sont des crimes sans victimes ? Le fait qu'il s'agit de cigarettes, un produit comportant des risques clairs pour la santé, rend encore plus préoccupants l'immobilisme du gouvernement et l'apathie du public.

Cela peut sembler contre-intuitif, mais que préféreriez-vous : une industrie du tabac légale, transparente et ouverte, qui en plus de respecter la réglementation du gouvernement, en comprend la nécessité, qui reconnaît les risques associés au produit, qui croit que les enfants ne doivent pas fumer et qui ne met pas en marché et ne vend pas ces produits aux enfants.

Ou le pire scénario : une industrie du tabac non réglementée, illégale et non contrôlée qui fait fi de la réglementation, qui vend des cigarettes aux enfants et qui fait le trafic d'armes et d'alcool.

La vérité qui dérange réside dans le fait que le Canada se dirige directement vers ce pire scénario – une situation bien triste pour un pays qui a déjà été un chef de file en matière de contrôle du tabac.

Merci.